

RWANDA ET BURKINA-FASO : La maîtrise de la démocratie palliative ?

Dr Yves Ekoué AMAÏZO

Directeur du groupe de réflexion, d'action et d'influence « Afrology »

11 août 2010

INTRODUCTON : LA DEMOCRATIE DE LA CONSERVATION DU POUVOIR

Le mode d'emploi pour conserver le pouvoir sans trop d'effusions de sang se trouve dans les expériences de la démocratie palliative en Afrique. Le Burkina et le Rwanda viennent gonfler la longue liste inaugurée par la Tunisie, le Kenya, le Zimbabwe, le Gabon, le Togo pour ne citer que ces quelques cas qui passent de l'exception au droit commun. Tous ces pays tentent de justifier l'autoritarisme comme un moyen d'assurer le développement d'abord, la démocratie plus tard. Mais nombreux sont-ils en fait à ne faire qu'endetter les pays sans que le retour économique pour l'ensemble de la population se manifeste sous forme d'amélioration du bien-être.

Avec un Rwanda qui transforme la démocratie palliative en plébiscite et un Burkina-Faso qui prépare une permanence *ad aeternam* au pouvoir en objectant lorsque la transparence des comptes publics se fait sans complaisance, la démocratie palliative, qu'il ne faut pas confondre avec une démocratie à l'Africaine n'existant que dans la tête des responsables des pays Occidentaux voulant se donner bonne conscience, a de long jours devant elle, singulièrement en Afrique.

Le mythe des hommes intègres risque de devenir obsolète au Burkina-Faso. Il n'y a pas de mal. Les femmes intègres, qui n'ont pas encore droit à la décision du fait d'un système sclérosé et une démocratie palliative, pourraient s'organiser pour prendre la relève. Cela vaut aussi pour le Rwanda.

1. RWANDA : PLEBISCITE EN GUISE DE DEMOCRATIE PALLIATIVE

Le hasard a voulu que le Rwanda et le Burkina-Faso soient tous deux dans l'actualité. Pour ce qu'il convient d'appeler aujourd'hui, non plus la démocratie à l'africaine, ni même la démocrature, mais tout simplement la démocratie palliative. Il s'agit d'une vraie "fausse" démocratie permettant de donner bonne conscience à tous les partis qui en tirent gloire sur le dos de la vérité des urnes. Les pays industrialisés l'ont systématiquement légitimée dans les pays faiblement industrialisés, principalement ceux d'Afrique afin de préserver leurs intérêts avant ceux des peuples africains.

Il s'agit d'une forme nouvelle de dictature éclairée bénéficiant d'une légitimité basée sur un plébiscite sans opposition véritable et quelques succès en matière de développement et service pour les populations. Cette démocratie palliative se caractérise par un Etat fort, souvent avec des anciens militaires dont le respect pour la démocratie est à géométrie variable.

La démocratie proposée par Paul Kagamé au Rwanda, devenu anglophone, se fait à marche forcée pour rendre réalité la vision d'un développement accéléré. Le niveau de la corruption est le plus bas dans ce pays avec un système "contractuel des engagements sur l'honneur" et de vérification des objectifs atteints ou pas au niveau des principaux responsables politiques, qu'ils soient au niveau du sommet de l'Etat ou au niveau déconcentré dans les zones rurales. La réalité est que le pouvoir, malgré l'apport important de femmes, reste confisqué. Cela permettra peut-être au Rwanda de promouvoir une Rwandaise à la tête de la nouvelle institution des Nations Unies entièrement dédiée aux femmes, ce pourra là aussi servir de palliatif pour une réforme des Nations Unies qui devient un serpent de mer.

On observe donc au Rwanda un resserrement du pouvoir autour du seul président Kagamé et de quelques-uns de ses proches officiers qui ont conduit la rébellion en même temps que lui. Une des tâches et pas des moindres consiste pour le pouvoir central, en réalité Paul Kagamé personnellement, à surveiller ses compagnons d'armes pour éviter toute prétention au poste de président. Les éliminations et arrestations, voire la disparition et meurtre de certains opposants, jusqu'en Afrique du Sud posent problème.

Il ne faut donc pas s'étonner que la nouvelle génération, Tutsie ou Hutue, n'hésite plus à partir ou à rester à l'étranger parce que les promesses d'emplois sous ce régime consistent en sacerdoce militaire. L'absence de liberté, la servitude et l'autocensure ne permettent pas de croire en une société ouverte et cela n'est pas durable, ni même souhaitable.

Pourquoi ne pas donner un emploi pour faire travailler les prisonniers (dont de nombreux intellectuels hutus) repentis ou déjà jugés et estimés entre 700 000 et 1,5 million de Rwandais qui croupissent dans les prisons rwandaises pour des périodes allant de 5 à 20 ans ? Cela n'a plus de sens économique surtout que la justice dite populaire présente de grandes lacunes. L'enrichissement au sommet de l'Etat avec des passe-droits ouvre la porte à de nouvelles formes de corruption même si le taux est parmi les plus bas dans la région.

Enfin, c'est tout le principe de la création de richesse qu'il convient de remettre sur la table notamment entre les zones rurales et la ville. La misère dans les zones rurales existe et ne peut être cachée malgré le rôle important accordée aux femmes... La docilité "supposée" des femmes risque de rencontrer des limites dans les années à venir. La démocratie au pays des mille collines depuis la fin du génocide de 1994 ressemble fort à un plébiscite bien orchestré avec des scores qui frisent ceux des périodes "soviétiques"... proches de 99,99 %. L'unité nationale peut-elle se gagner sur cette base ? La vision proposée qui place donc la démocratie en priorité seconde par rapport au développement à marche forcée permettra-t-elle un retour vers une société de confiance ?

Devenu la porte d'entrée sur les richesses du pays voisin, il n'est pas étonnant de trouver dans les statistiques officielles des minerais et autres produits que le Rwanda ne produit pas. Les dits "partenaires" des pays industrialisés se sont empressés d'oublier la démocratie, celle qu'ils pratiquent dans leur pays, pour venir légitimer la démocratie palliative. Mais il n'y a pas que les Occidentaux, certains pays émergents, comme la Chine, sont inscrits aux abonnés présents. L'Est-Congo et la région des grands Lacs ne pourront trouver la paix durable que lorsque le partage des richesses de cette zone pourra se résoudre dans le cadre d'un "solidarisme contractuel"¹.

Avec plus de 6 % de croissance annuelle, le pays enchante les bonnes fées de la Banque mondiale et attire le business international. Du coup, nombre de « partenaires », Américains, Chinois et

Britanniques en tête, ont pudiquement fermé les yeux sur l'autoritarisme et le cynisme d'un régime qui, par intérêt, n'a pas hésité à attiser le brasier de l'Est congolais. L'enjeu promet : la région des Grands Lacs, dont Kagamé entend être la porte d'entrée obligée, regorge de richesses.

D'après les statistiques du Fond monétaire international, le Produit intérieur brut (PIB) par habitant réel reste inférieur à celui du Burkina-Faso en 2010. Ceci se confirme tout au long des 50 dernières années (voir tableau 1).

Tableau 1 - Evolution du Produit intérieur brut par habitant, (PIB/h) 1950-2001							
Sur la base de \$ Geary-Khamis (Statistiques historiques)							
PIB/H	1950	1960	1970	1980	1990	2001	Tendance
Rwanda	547	656	717	952	880	871	↗
Burkina	474	609	702	665	742	877	↗

Source : Angus Maddison, *The World Economy*, vol. 1 and vol. 2, OCDE, Paris, 2006.

Pour le Rwanda, la croissance du PIB qui témoigne de la capacité de création de richesse du pays devrait atteindre 5,4 % en 2010 avec une moyenne avant crise de 8,2 % entre 2004-2008. Si l'on se réfère à au PIB par habitant (PIB/h), le Rwanda est moins performant avec 3,2 % en 2010 avec une moyenne avant crise de 2009 de 6,3 % entre 2004-2008. Faut-il rappeler que la moyenne du PIB/h en Afrique de l'Est est de 2.9 % avec une moyenne de 4,3 % entre 2004-2008. Bref, sous des apparences d'améliorations, le Rwanda est en train de creuser son déficit budgétaire. C'est peut-être pour la bonne cause. En effet, après une expérience pilote réussie de générer du gaz dans le Lac Kivu, le Gouvernement cherche activement des investisseurs étrangers et partenaires pour transformer cette opération pilote en opération industrielle et générer 50 Mégawatt d'électricité et à terme devenir autonome en énergie. L'opération pourrait se faire en moins de 14 mois d'après les informations disponibles avec des retours sur investissements importants.

2. VERITE DES COMPTES ET TRANSPARENCE AU BURKINA-FASO : UN TABOU ?

La vérité des urnes et la vérité des comptes posent problème au Burkina et donc la transparence s'en ressent surtout lorsque ce sont les chancelleries occidentales qui les exposent au public dans leur rapport sur la situation de la gouvernance au Burkina Faso². Le Premier ministre burkinabé n'est pas content du tout et le fait savoir. Tertius Zongo ne critique pas tant le contenu des rapports des diplomates occidentaux qui tendent à démontrer que la situation s'est progressivement détériorée mais s'offusque des commentaires de ces derniers sur la transparence. En fait, c'est une critique en règle contre sa gouvernance tranquille. Mais tout serait simple si la transparence tant dans la vérité des comptes que dans la vérité des urnes n'avait pas eu de problème à devenir réalité depuis l'assassinat de Thomas Sankara. Norbert Zongo, le journaliste assassiné pour avoir fait son métier et recherché la

transparence, avait fini par constater de son vivant que : *"Le pire n'est pas la méchanceté des gens mauvais, mais le silence des gens biens"*.³

En février, un ambassadeur occidental a demandé le limogeage du ministre de la justice pour corruption et cela a été considéré comme une ingérence dans les affaires intérieures... Apparemment, la tolérance à la corruption est une constante dans le pays des hommes intègres... Peut-être qu'il faudra mettre plus de femmes intègres dans les instances décisionnelles au Burkina-Faso.

Avec le rapport de mai 2010 élaboré par les partenaires du développement du Burkina-Faso et portant sur la gouvernance politique et économique au Burkina Faso, alors le train-train quotidien prend des allures de western verbal. Ce rapport est venu "gâter la sauce burkinabé au poulet bicyclette". Entre les convocations et quelques noms d'oiseaux qui ont dû circuler entre la primature et l'ambassadeur de l'Union européenne, Mr Tincani, les menaces ont commencé à poindre... Cela n'a manifestement pas ébranlé les diplomates occidentaux car la critique était simple. La transparence des comptes ne peut être sacrifiée sur l'autel de la souveraineté laquelle semble avoir été usurpée au peuple burkinabé. Surtout que les nouveaux tours de passe-passe sur l'article 37 de la Constitution ont aussi pour objet premier de rendre la conservation du pouvoir ad aeternam pour l'occupant du poste. S'agit-il réellement d'une question relevant de la *"souveraineté nationale"* ou plus de la neutralité coupable qui semble contaminer même les hommes intègres du Burkina-Faso ?

Que la gouvernance économique ne soit pas à la hauteur des espérances, soit ! Mais que la corruption, la concussion et l'implication visible des parents proches du pouvoir central soient mêlées aux affaires publiques de l'Etat ne sont pas acceptables. Les membres du pouvoir et leur entourage doivent être au-dessus de tout soupçon et donc intègres. L'intégrité palliative n'existe pas et les autorités burkinabé ne semblent pas l'avoir compris en refusant à la transparence d'émerger. Cela rappelle trop les évènements fâcheux arrivés à Norbert Zongo.

Alors quand les diplomates préviennent que toute "modification dans le sens de la suppression de la limitation des mandats présidentiels pourrait affecter la coopération avec le Burkina Faso", on peut se demander en quoi cette phrase porte les germes d'une ingérence dans les affaires intérieures. Si les conditions des pays donateurs ne changeaient pas suite à un changement aussi important au Burkina-Faso, c'est cela, au contraire, qui serait la surprise de taille (quoiqu'on ait pu expérimenter cela ailleurs, notamment entre autres au pays voisin le Togo pour lequel le Président burkinabé, Blaise Compaoré, fait office de médiateur dans un conflit où il n'y a qu'un seul gagnant, celui dont la victoire par la démocratie palliative peut faire le lit de ce qui est vraisemblablement prévu au Burkina-Faso avant la fin de l'année 2010). Ce genre de médiation fondée sur l'unilatéralité des décisions en faveur des pouvoirs militaires pose problème et ne peut que renforcer le paradigme nouveau de la démocratie palliative en Afrique.

Lorsque les mêmes bailleurs de fonds finissent par lâcher ce qui fait mal à savoir "le budget du Burkina n'était pas sincère", alors tout est pris personnellement... La gestion tranquille s'analyse comme une attaque en règle pour changer le gouvernement puisque d'après les chiffres économiques, c'est une

mauvaise gouvernance. Sur ce plan, il n'y a rien de vraiment faux, ni de nouveau. Le budget de l'Etat, tant du Rwanda que du Burkina, est structurellement déficitaire... Donc une gestion basée sur un endettement et une gestion qui fait vivre le pays au-dessus de ses moyens sans d'ailleurs retrouver les bases d'une création de richesse partagée, reflètent manifestement une mauvaise gouvernance. Mais avait-on besoin des pays occidentaux pour le dire ? Pourquoi ne pas laisser les Burkinabé, experts indépendants ici et là, anticiper ces problèmes et y trouver des solutions adéquates ? Ces solutions ne peuvent faire l'économie du nettoyage d'une partie des acteurs publics. C'est l'approche de l'alternance politique qui devrait prévaloir et cela ne signifie pas que l'on choisit ici et là des personnalités pour remplacer d'autres qui demeurent pour l'essentiel bien intègres, sauf que collectivement, l'image fournie par le solde extérieur courant hors dons des pays africains, du Rwanda et du Burkina-Faso donne à penser à une certaine irresponsabilité, s'il ne s'agit pas de déresponsabilisation (voir Tableau 2).

Tableau 2 - Solde extérieur courant hors dons (Déficit budgétaire) 2003-2011							
En pourcentage du PIB							
	2004-2008	2003	2008	2009	2010	2011	Tendance
Rwanda	-12,3	-13,1	-14,4	-17,2	-18,5	-16,5	↘
Burkina	-13,7	-13,3	-15,1	-10,8	-12	-11,3	↘

Source : IMF, *Afrique subsaharienne. Retour à une croissance forte ?*, avril 2010, FMI, Washington, I 2010

De plus, la balance commerciale du Burkina-Faso est structurellement déficitaire depuis les années 2000 et s'établit à -7,8 % du PIB en 2010 et un solde extérieur courant avec dons au Burkina structurellement déficitaire depuis plus de 10 ans avec -9 % du PIB en 2003 et -7,7 % du PIB en 2010. On comprend que l'assistance en provenance des donateurs est insuffisante pour faire sortir ce pays de sa léthargie économique.

Pour le Rwanda, la balance commerciale est aussi structurellement déficitaire depuis les années 2000 et le niveau est alarmant avec -15,2 % en 2010. Il en est de même avec le solde extérieur courant hors dons qui était de -2,5 % du PIB en 2003 et est passé à -7,3 % du PIB en 2010. Mais en prenant l'année 2010 comme repère, on s'aperçoit que sans les dons, le Rwanda cumule un déficit de -18,5 % du PIB et que l'apport des bailleurs de fond est substantiel avec près de 11,2 d'apport au PIB. Quand le Rwanda parle de souveraineté, il va falloir que l'on redéfinisse ensemble cette notion car dépendre aux deux tiers (2/3) des bailleurs de fond, principalement américains, n'est pas un gage de souveraineté à terme et pose d'ailleurs le problème du soutien des Etats-Unis de Barack Obama au Rwanda et plus particulièrement à la démocratie palliative en général. La question ne se pose pas pour la France au Burkina Faso, la réponse est évidente.

Pourtant le Burkina-Faso devrait atteindre un taux de croissance du PIB de 4,4 % en 2010 en deçà de sa moyenne avant la crise de 5,4 % entre 2004 et 2008. Si l'on se penche sur le retour pour les populations, le résultat est encore plus maigre avec 2,1% de croissance du PIB/h en 2010, un tassement par rapport à la situation d'avant-crise de 2,9 % entre 2004 et 2008. Rappelons que c'est tout de même au-dessus de la moyenne des pays de la zone franc avec 1,4 % du PIB/h en 2010 et une moyenne et une

situation avant-crise de 2 % entre 2004 et 2008 dans la zone. Si l'on ramène cette comparaison à la moyenne de l'union économique monétaire ouest-africaine (UEMOA), le PIB/h de l'UEMOA n'est que de 1 % en 2010 avec une moyenne de 0,8 % entre 2004 et 2008. La gouvernance en zone francophone et la relation particulière du Franc CFA ne permettent pas la création de richesse pour les populations, et ne facilitent pas non plus l'émergence d'une démocratie qui soit différente de la démocratie palliative avec toutes les entorses aux droits humains et aux bonnes pratiques économiques.

CONCLUSION

Ce sont les formes de gouvernance fondée sur l'endettement et l'absence de transparence qui sont à l'origine du classement en queue de peloton de la plupart des pays africains. Comme ces mauvaises gouvernances se font avec la légitimité à géométrie variable des pays industrialisés et que la non-ingérence des pays émergents, la Chine en tête ne fait qu'amplifier le phénomène, il faut donc réfléchir à l'institutionnalisation de contrepouvoirs en Afrique, au Burkina-Faso comme au Rwanda comme les fondements d'une réponse alternative aux méthodes obsolètes d'autoritarisme qui ne créent pas de richesses réellement partagées⁴.

© amaizo.info et afrology.com

¹ Yves Ekoué Amaïzo, *Crise financière mondiale. des réponses alternatives de l'Afrique*, collection "Interdépendance africaine", éditions Menaibuc, Paris, 2010, 15 Euros

² Newton Ahmed Barry, "Tertius est fâché contre les diplomates, les fameux PTF", *L'Événement*, 10 août 2010, voir <http://www.africatime.com/burkina/nouvelle.asp?no_nouvelle=543106&no_categorie=>>

³ CNP-NZ, "Norbert Zongo, Disparition d'un Homme-orchestre", in *Centre National de Presse Norbert Zongo*, Ouagadougou, Burkina-Faso, 2001, mise à jour août 2009, voir <<http://www.cnpress-zongo.org/pages/nz.htm>>

⁴ Yves Ekoué Amaïzo, op. cit.